



REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE

POLICE MUNICIPALE

**PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
DEVANT LE N°66 BOULEVARD DE CORDOUAN**

PL/BM
APM 22/3096

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté ASG N°20.1304a en date du 6 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Philippe CUSSAC, Cinquième Adjoint,
Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,
Vu la décision de Monsieur le Maire DC N°21.681 en date du 22 décembre 2021,
Vu la demande présentée par l'entreprise SARL DUMAS TP (SIRET N° 532 942 752 00025) sise au n°16 rue de la Ferrière à 16130 BASSAC, en date du 30 novembre 2022
A l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge pour lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : devant le n°66 boulevard de Cordouan (PC N° 173062100117 - démolition d'une dépendance avec réhabilitation et extension d'une habitation – Monsieur Bernard LANDIER).
- Surface : 12,50 M² (mise en place d'une benne sur le trottoir dans le cadre des travaux de démolition d'un garage)
- Durée : du 19 au 21 décembre 2022.

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Fait à ROYAN, le 13 décembre 2022

Pour le Maire,
et par délégation
Le Cinquième Adjoint,

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 15 décembre 2022



Philippe CUSSAC

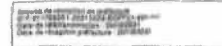
MISE EN LIGNE LE 15-12-2022

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMMUNICATÉ

H.B.E.E. - D.G.C.O.
DC N° 21.081



DECISION

Concernant les tarifs d'Occupation du Domaine Public
(Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux)

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2020, intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020 compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASG N°20.1480 en date du 21 juillet 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Didier SIMONNET, Premier Adjoint au Maire, rendu exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu la décision en date du 18 mars 2019 (DC N°19/113) fixant les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux) rendue exécutoire le 20 mars 2019.

D E C I S I O N

de fixer à compter du 10 janvier 2022, les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echauffage, Dépôts de matériaux), comme suit :

o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure ou égale à 3 jours	44,30 €
o Forfait pour occupation inférieure ou égale à 15 jours	91,80 €
o Au-delà de ces 15 jours par m ² et par mois d'occupation	9,80 €
- le 1 ^{er} mois	11,30 €
- le 2 ^{ème} mois	15,50 €
- le 3 ^{ème} mois	18,00 €
- le 4 ^{ème} mois	21,70 €
- à partir du 5 ^{ème} mois et les mois suivants	
(au-delà de 15 jours, il sera fait application du barème par mois. Le calcul se fera au prorata tempore du nombre de jours réellement occupés)	16,50 €
o Forfait pour occupation emplacement lors des démolissements (par jour)	
o Forfait pour stationnement des véhicules lors des travaux	11,80 €
- Inférieur ou égal à 7 jours	26,80 €
- Supérieur à 7 jours et inférieur ou égal à 21 jours	1,00 €
- Au-delà de 21 jours	Par jour

et encaisser la recette correspondante au compte 70321- Fonction 01 du Budget Communal.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 24 décembre 2022
Carré M. Guillemin
Maire de Royan
en délégation de pouvoirs
du Maire
M. Didier Simonnet

Pour le Maire,
Et par délégation
Le Premier Adjoint,
Didier Simonnet

Fait à ROYAN, le 22 décembre 2021

Pour le Maire,
et par délégation,
Le Premier Adjoint,



Didier SIMONNET

